

Le pouvoir des forêts

Ce numéro d'*Unasylva* arrive dans le sillage de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, qui, entre autres choses, a produit un document intitulé *L'avenir que nous voulons*. Dans ce dernier, les dirigeants du monde entier ont réaffirmé leur engagement à l'égard du développement durable, et déclaré que «la grande diversité des produits et des services fournis par les forêts peut permettre de relever un bon nombre des défis les plus urgents en matière de développement durable».

Les forestiers devraient se réjouir de ces mots car ils indiquent que les forêts commencent à obtenir la reconnaissance qu'elles méritent. Dans ce numéro d'*Unasylva*, nous nous penchons sur le pouvoir qu'ont les forêts d'entraîner un développement durable. Dans leur article offrant une vue d'ensemble, Rao Matta et Laura Schweitzer Meins exposent les nombreuses contributions que les forêts sont susceptibles d'apporter, comme l'approvisionnement durable en aliments, en énergie, en bois et en services écosystémiques. Ils appellent à replacer les forêts vers une position plus centrale dans les initiatives visant au développement durable, et déclarent qu'un encadrement fort au niveau mondial est nécessaire si l'on veut parvenir à une compréhension élargie des avantages socioéconomiques de l'investissement dans les forêts.

Don Koo Lee reparcourt l'extraordinaire œuvre de reboisement de la République de Corée depuis les années 1960, et présente le rôle joué par les forêts dans la vision de son pays prônant une société sobre en carbone et orientée vers une croissance verte. Les expériences de la République de Corée montrent le pouvoir détenu par les forêts dans la restauration de l'intégrité écologique et l'appui au développement économique durable. Le gouvernement est actuellement en train de tendre la main aux autres pays de la région, dans l'espoir de les aider dans leurs propres efforts.

Maharaj Muthoo décrit la certification forestière comme étant un instrument politique non contraignant, susceptible d'encourager les échanges et le commerce équitables et d'améliorer l'accès au marché des produits forestiers, qu'il s'agisse de bois ou de produits forestiers non ligneux. D'après lui, la certification forestière peut être un agent de durabilité, d'équité et de justice dans le secteur forestier, et il suggère la création de partenariats novateurs entre les populations, le secteur public et le secteur privé, nécessaires pour mieux exploiter son potentiel.

Si le secteur forestier est appelé à véritablement contribuer au développement durable, il est essentiel que ses employés bénéficient de conditions de travail garantissant leur sécurité. Claudia Peirano décrit un processus de formation continue et de dialogue social mené en Argentine qui a permis de réduire de moitié les accidents dans le secteur forestier.

Zoraida Calle et ses co-auteurs prônent de passer, en Amérique latine, d'un type d'élevage reposant sur un apport élevé d'intrants et l'utilisation de pâturages dégradés à des systèmes sylvo-pastoraux intensifs respectueux de l'environnement, affirmant que l'incorporation d'arbres dans les systèmes d'élevage peut contribuer à réduire la dégradation des sols, à séquestrer le

carbone et à protéger les ressources en eau. Cela devrait permettre aussi de créer des emplois – peut-être cinq fois plus que l'élevage extensif conventionnel – et de produire des aliments et d'autres produits de haute qualité. Pedro Brancalion et ses co-auteurs montrent que la restauration des terres forestières dégradées peut accroître les revenus des éleveurs et des agriculteurs, notamment au travers de la production de bois et de la vente de services écosystémiques. L'élevage extensif est si répandu en Amérique latine qu'un mouvement vers les systèmes sylvo-pastoraux et la restauration forestière pourrait avoir un considérable effet positif sur l'environnement, la productivité des terres et l'emploi.

Alf Leslie, un penseur novateur aujourd'hui disparu, a prédit un jour que les services écosystémiques pourraient valoir 2,6 billions par an en 2040, plus de 10 fois la valeur de tous les autres produits forestiers ensemble (Leslie, 2005). Ce n'est là certes que la supposition d'une personne (bien informée), mais monétiser ne serait-ce qu'une fraction relativement petite d'une telle valeur aurait des implications immenses sur les forêts, de même que sur ceux qui les possèdent, les gèrent ou en dépendent. On observe un intérêt croissant pour la REDD+, une politique qui a été proposée pour inciter, au travers de rémunérations financières, les pays en développement à fournir des services écosystémiques forestiers en rapport avec la lutte contre les gaz à effet de serre. Tandis que les négociations ont eu tendance à mettre l'accent sur la réduction du déboisement dans les forêts pluviales tropicales, Margaret Skutsch et Mike McCall défendent l'intérêt de la gestion forestière communautaire en matière de REDD+, suggérant que celle-ci pourrait mieux convenir aux émissions dérivées de la dégradation des forêts qu'à celles issues du déboisement, et qu'elle pourrait être particulièrement efficace dans les forêts tropicales sèches. Abidah Setyowati affirme que les négociations relatives à la REDD+ doivent mieux intégrer une démarche soucieuse de l'égalité entre les sexes, ou risquent fort de ne faire que défavoriser ultérieurement les femmes.

Complétant ce numéro d'*Unasylva*, un article d'Alberto Del Lungo présente un projet régional de la FAO qui promeut l'utilisation des eaux usées urbaines pour l'irrigation de plantations d'arbres dans quatre pays d'Afrique du Nord, et un article de Robert Simpson et ses co-auteurs décrit les résultats et la seconde phase d'une initiative visant à renforcer l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux des bois.

Tous les articles de ce numéro d'*Unasylva* suggèrent que la prise de conscience du rôle joué par les forêts, ainsi que la volonté de rémunérer ce rôle, ne fera que croître dans les prochaines décennies; les forêts sont trop importantes, sur le plan culturel, écologique, économique et social, pour être négligées plus longtemps. Leur accès au premier plan des politiques de développement fera au monde le plus grand bien.

Référence

Leslie, A. 2005. What will we want from the forests? *Tropical Forest Update* 15(1): 14–16.